

Les usines françaises malades du sous-investissement

Denis Cosnard, *Le Monde*, 28 janvier 2014

Sites vétustes, machines hors d'âge, la France est à la traîne de l'Europe en matière de renouvellement des équipements. Résultat, un record de fermetures de sites, une désindustrialisation accélérée et de réels risques pour la sécurité. Une catastrophe économique qui touche également le secteur des services



« Bourgogne Fonderie », spécialisée dans le moulage de pièces mécaniques en fonte, a fermé fin 2011. L'entreprise était implantée à Châtillon-su-Seine (Côte d'Or) depuis le XIX^e siècle.

Ça crisse. Ça chuinte. Ça cliquette... A Fromelennes, un petit village des Ardennes, l'usine de cuivre va pouvoir continuer à résonner du bruit des machines. Au moins pour un an. Il s'en est fallu de peu. Depuis des mois, le site et ses 350 salariés étaient menacés. Mis à mal par la crise, l'italien KME, propriétaire des lieux, avait décidé de fermer une des unités-clés de Fromelennes, la fonderie. Une installation ancienne, déficitaire et un peu trop souvent en panne. " *Ce n'est pas là que KME a investi, c'est clair* ", explique un salarié. Or, sans fonderie, le personnel ne donnait pas cher des ateliers de transformation. Cela aurait signé la fin d'un site historique, ex-Pechiney, où l'on travaille le cuivre depuis 1817.

Mais le 15 janvier, bonne surprise : la procédure de fermeture est annulée. " *Ce n'est pas un miracle*, commente Rachid Belkebir, le représentant de l'intersyndicale CFDT-CGT. *Après l'annonce de la fermeture, on a réorganisé le travail, traqué les économies possibles, et amélioré la productivité de 30 % en six mois ! Cela a amené la direction à revoir ses plans.* " D'autant que le personnel s'est engagé à gagner de nouveau 5 % en productivité cette année. Fromelennes est – provisoirement – sauvé.

Ça craque. Ça crisse. Ça coince... Fromelennes résume les dangers qui guettent de plus en plus d'usines françaises. Des sites souvent anciens, mal organisés, sous-utilisés, peu rentables. Les premiers menacés en cas de difficultés. Pour le dire en un mot, vétustes.

L'héritage des " trente glorieuses " Ce mot, Christophe de Margerie, le PDG de Total, a été l'un des premiers à oser l'employer. Le système industriel français est " *globalement vétuste* ", c'est " *une évidence* " qu'il faut " *accepter d'entendre* ", affirme-t-il au détour d'un entretien aux *Echos*, le 28 août 2013. Venant du premier industriel de France, ce diagnostic-choc prend un relief particulier.

A l'époque, le patron de Total prépare le terrain pour son propre groupe : quelques jours plus tard, il annonce son intention de fermer à terme la principale unité du complexe chimique de Carling, en Moselle. Un site assez représentatif, lui aussi, de l'outil industriel

français. Créé dans les années 1950 pour exploiter le charbon lorrain, il est relativement petit, éloigné des ports et des raffineries. Dans ce contexte, Total a préféré depuis des années investir ailleurs, sur des sites géants à Anvers (Belgique) ou Jubail (Arabie saoudite). Jusqu'au jour où la question du maintien de Carling s'est posée.

Mais le constat dépasse Total. La France compte certes des usines dernier cri, comme celle que le fabricant de tracteurs Massey Ferguson a inaugurée à Beauvais (Oise) en novembre 2013. Mais l'essentiel des sites date soit d'avant-guerre, soit des années de forte croissance, entre 1945 et 1975. " *C'était aussi une époque où la France acceptait encore de construire des usines, sans que le moindre projet soit l'objet de recours* ", note le consultant Denis Florin, de Lavoisier Conseil.

Depuis ces " trente glorieuses ", peu d'unités totalement neuves sont sorties de terre. Quant aux équipements, eux aussi accusent souvent un certain retard. Un exemple ? Kem One. Sur les quatre usines de chlore de l'ancienne filiale d'Arkema, " *une seule peut être considérée comme moderne* ", soulignaient en 2013 les experts de Bercy. " *Deux sont fortement consommatrices d'énergie, et une est condamnée à horizon 2020 pour des raisons d'environnement.* " Un gros chantier en vue pour les repreneurs qui se sont lancés dans l'aventure...

La France en queue de peloton dans l'UE " *On paie vingt ans de sous-investissement* ", résume Robin Rivaton, auteur de plusieurs notes sur l'industrie pour le think tank libéral Fondapol. " *Les marges des petites entreprises ont tant baissé qu'elles ont rogné sur toutes leurs dépenses, et les groupes mondiaux ont investi plutôt ailleurs, notamment dans les pays émergents* ", renchérit un industriel français. Confessant, sous le sceau de l'anonymat : " *Moi aussi, j'ai sous-investi.* "

Selon la Banque européenne d'investissement, la France est, avec l'Irlande, le pays d'Europe qui, en proportion, a consacré le moins d'argent à son outil industriel entre 1995 et 2002. De l'ordre de 5 % du produit intérieur brut (PIB), contre plus de 8 % en Belgique et en Italie. " *Oui, les marges écrabouillées se sont traduites par un vieillissement des installations et une perte de compétitivité*, confirme Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif. *Les années Sarkozy ont été un désastre sur ce plan.* "

L'exemple des robots est particulièrement parlant. En 2013, la France ne comptait que 33 000 robots industriels dans ses usines, contre 58 600 en Italie et... 165 800 en Allemagne, le pays de la mécanique, selon l'International Federation of Robotics. Un écart de 1 à 5 entre les deux rives du Rhin. " *Et cet écart avec nos concurrents européens s'accroît* ", souligne M. Rivaton : seuls 2 900 robots ont été installés en France en 2013, quand l'Allemagne en ajoutait six fois plus. Dans le même temps, la Grande-Bretagne, longtemps à la traîne, se met elle aussi à s'équiper.

En France, aucun signe de redressement n'est en vue. Après une remontée en 2010 et 2011, les commandes de machines-outils et autres équipements de production sont reparties à la baisse depuis la mi-2012. Elles ont chuté de 25 % en 2013, estime le Syndicat des entreprises de technologies de production (Symop). Au même moment, les commandes des industriels japonais sont, elles, à leur plus haut niveau depuis cinq ans.

Faute d'investir, les sociétés françaises font de plus en plus durer leurs machines. Selon l'Insee, le nombre d'entreprises ne déclassant aucun équipement dans l'année est ainsi passé de 18 % sur la période 1991-1996 à 33 % en 2013.

Chez les fabricants de papier, par exemple, les machines ont en moyenne plus de vingt ans d'âge, contre une quinzaine d'années en Allemagne. Dans certains secteurs peu rentables et mal aimés comme la forge ou la fonderie, " *on trouve encore du matériel qui date de la sortie de la guerre* ", constate M. Rivaton.

" *Quand on est sollicités pour acheter des entreprises, on est souvent effrayés par l'état des usines* ", reconnaît un patron de la mécanique.

Le phénomène dépasse l'industrie lourde. Certains pans de l'agroalimentaire, comme les exploitations porcines, souffrent aussi d'un retard d'investissement. Les services ne sont pas épargnés. La Redoute, par exemple, doit une partie de ses difficultés à un empilement obsolète de systèmes informatiques et à une plate-forme logistique jugée préhistorique par certains salariés.

Car ce sous-investissement, qui se double souvent d'une organisation loin d'être optimale, est lourd de conséquences. Au-delà des problèmes de rentabilité, un outil peu performant empêche de monter en gamme et de s'adapter aux demandes de plus en plus mouvantes des clients. *" Les donneurs d'ordre ont de plus en plus besoin de petites séries, relève M. Rivaton. Certaines usines sont bien en peine pour y répondre. "* Comme Caddie à Drusenheim, un site conçu pour fabriquer 10 000 ou 15 000 chariots à la suite. Or, à présent, les commandes dépassent rarement quelques centaines d'unités.

Pendant ce temps, les Allemands... A quoi ressemble un site ancien ? Pas forcément à du Zola. Prenez le stockage pétrolier de Coignières, dans les Yvelines. Treize énormes bacs appartenant à la société Raffinerie du Midi permettent d'approvisionner la région parisienne en essence, gazole, etc. Tous ont été construits la même année, en 1970. Tous ont donc quarante-quatre ans, âge vénérable pour une installation industrielle.

" Pourtant, le dépôt est en parfait état, et il peut encore fonctionner sans problème des dizaines d'années ! ", assure le chef d'établissement, Philippe Pégouet, en faisant le tour du propriétaire.

Tous les dix ans, chaque bac fait l'objet d'une inspection approfondie. Vidé, dégazé, nettoyé, il est contrôlé en détail, avec une radioscopie des soudures pour en mesurer la corrosion. *" Vous voyez le bac 13 ? On vient de l'arrêter pendant quatre mois, et on a effectué les travaux nécessaires. "* Il est reparti pour dix ans. En quelques années, toutes les cuvettes de rétention ont aussi été refaites, pour les doter d'un fond en béton.

Un stockage irréprochable, donc. Mais Marc Richomme, l'un des dirigeants de la société, l'admet : *" Aujourd'hui, si on devait reconstruire cette installation, on utiliserait une technologie plus récente, celle de la double enveloppe. "* Une couche de béton s'ajouterait au bac en acier. Une sécurité supplémentaire en cas de problème. *" Cette technologie de la double enveloppe est déjà assez employée en Allemagne, où des bacs ont été construits plus récemment... "* Le même raisonnement pourrait être tenu pour les centrales nucléaires, dont EDF veut pousser l'exploitation bien au-delà de quarante ans.

Des accidents de plus en plus fréquents Dans certains cas, toutefois, ce vieillissement du parc industriel tricolore pose des questions de sécurité. Ces dernières années, une série de trois accidents a provoqué un électrochoc au sein des pouvoirs publics. En 2007, un bac s'est ouvert dans un dépôt pétrolier, polluant les berges de la Garonne sur près de 40 kilomètres. En 2008, la fuite de canalisations à Donges (Loire-Atlantique) a nécessité trois mois de travail pour nettoyer les berges de la Loire et les côtes atlantiques. L'année suivante, la rupture d'une canalisation a souillé plusieurs hectares du parc régional de la Crau.

Le gouvernement a alors engagé un " plan vieillissement ". Au menu, mobilisation des industriels et multiplication des inspections sur site. Environ 300 par an. *" Ce sujet va rester une priorité de nos services de contrôle au moins jusqu'en 2017 "*, annonce Patricia Blanc, la directrice générale de la prévention des risques au ministère de l'écologie.

Le lancement de ce plan n'a pas empêché de nouveaux accidents. Comme la fuite très spectaculaire d'une cuve de " liqueur noire " dans l'usine de pâte à papier de Smurfit-Kappa au fond du bassin d'Arcachon, en juillet 2012. *" Globalement, les incidents et accidents liés au vieillissement des installations sont de plus en plus fréquents "*, reconnaît-on au ministère, avec une certaine inquiétude.

Car un autre effet de l'ancienneté des usines, c'est que les populations s'en rapprochent. " *Un lotissement est à 260 mètres des usines de phosgène de Pont de Claix, dans l'Isère* ", s'alarme Jacky Bonnemains, de l'association Robin des bois. En croisant les doigts...

En 2013, 263 sites ont fermé, et seuls 124 ont ouvert

LE GOUVERNEMENT a beau se mobiliser, Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif, s'activer au chevet des entreprises en péril et assurer la promotion du made in France, rien n'y fait : la désindustrialisation continue. Elle s'accélère, même. Les usines vieillissent, ferment, et très peu de nouvelles prennent la relève.

Les chiffres publiés lundi 27 janvier par la société Trendeo, qui traque les annonces de création et de destruction d'emploi, sont frappants. En 2013, 263 fermetures de sites industriels ont été annoncées, presque autant que l'année précédente (267). Plusieurs usines imposantes comme celle de PSA Peugeot Citroën à Aulnay (Seine-Saint-Denis) ont été rayées de la carte, mais surtout une multitude de petites unités, telles que l'usine de lasagnes Fraisnor de Feuchy (Pas-de-Calais).

Le problème, c'est que les créations de sites, elles, se font rares. Seulement 124 en 2013 (- 28 %), le plus faible niveau depuis que Trendeo a commencé à collecter ces données, en 2009. " *Pour vingt usines qui ferment, il n'y en a que neuf qui s'ouvrent*, résume David Cousquer, le gérant de Trendeo. *Comme si dans la fameuse destruction créatrice, on avait surtout la destruction. De ce fait, le tissu économique se délite lentement, sans guère se renouveler.* " La France compte ainsi environ 520 sites industriels de moins qu'au début de 2009.

Le flop des relocalisations

L'impact sur l'emploi est massif. D'autant que les sites qui ferment comptent en général bien plus de personnel que ceux qui démarrent. L'industrie tricolore a ainsi perdu 485 000 postes depuis la fin 2007, selon l'Insee. Et les relocalisations chères au ministre du redressement productif sont très loin de pouvoir inverser la tendance : en 2013, Trendeo a recensé en tout et pour tout... 70 emplois industriels liés à des relocalisations !

Le plus inquiétant, c'est qu'aucun signe de retournement n'est enregistré. Côté industriel, les mauvaises nouvelles continuent. A Docelles (Vosges), la plus vieille usine de France, une papeterie ouverte au XVe siècle, a cessé sa production le 24 janvier. Ce sera bientôt le tour des légumes Lunor à Chaulnes (Picardie) ou encore des équipements automobiles Wimetal à Iwuy (Nord).

Mais surtout, trois secteurs qui tiraient jusqu'à présent l'emploi ont perdu en puissance. C'est le cas des centres de recherche et développement, qui ont supprimé en 2013 plus de postes qu'ils n'en ont créés, une première depuis des années. " *De la même façon, les emplois liés au développement durable n'atteignent pas le seuil de 1 000 créations nettes* ", relève M. Cousquer. Les " années vertes ", marquées par de nombreux projets dans l'éolien ou le solaire, sont révolues.

Enfin, le commerce continue à créer des emplois, mais sur un rythme de moins en moins soutenu. Le solde net des créations avait presque atteint 32 000 emplois en 2010. " *Quatre ans plus tard, ce nombre est presque divisé par dix* ", note Trendeo. Un effet direct de la baisse du pouvoir d'achat des Français.

Privée de ces moteurs, l'économie française risque d'avoir du mal à avancer. " *La reprise qui a suivi la crise de 2008-2009 a été interrompue à la mi-2011, constate M. Cousquer. Depuis, nous sommes toujours sur une pente descendante.* "

« De vieilles machines-outils pour fabriquer des produits standards »

Questions à Patrick Artus, économiste en chef de Natixis

L'industrie française est-elle vétuste ? YEn partie oui, hélas. Beaucoup d'entreprises fabriquent depuis des années les mêmes produits avec les mêmes machines et des salariés qui n'ont pas reçu de nouvelle formation. Et surtout, elles ne montent pas en gamme.

A quoi cela tient-il ? Beaucoup de facteurs se conjuguent. La faiblesse des relations entre la recherche et les entreprises, le poids de la réglementation, la compétence des entrepreneurs... Cela tient aussi en grande partie à la demande. Les Français demandent des produits assez bas de gamme. C'est clair dans l'automobile. Si les constructeurs allemands produisent des voitures haut de gamme, c'est que les Allemands les achètent. En France, les clients privilégient des produits moins chers. Regardez le succès de Dacia, la marque d'entrée de gamme de Renault ! C'est celle qui a le plus progressé en 2013 en France.

Est-ce vrai dans tous les secteurs ? Nous avons du haut de gamme dans les avions, la pharmacie et le luxe. En dehors de ces trois secteurs, on reste dans le milieu ou le bas de gamme.

La France a-t-elle sous-investi ? Depuis la crise de 2008-2009, oui, c'est net. Cette année encore, les industriels français prévoient d'investir 2 % de moins qu'en 2013, année où leurs dépenses ont déjà baissé de 7 %. Donc les usines vont continuer de vieillir.

Qu'est-ce qui pourrait faire repartir l'investissement ? Dans l'immédiat, un redémarrage paraît improbable. Il y a peu d'incitations à investir : les marges bénéficiaires sont faibles, la croissance aussi, les usines sont déjà en surcapacité. En outre, les défaillances remontent. Les chefs d'entreprise peuvent donc craindre d'être touchés par la faillite d'un de leurs fournisseurs et de leurs clients. Mais cet effet de la crise n'est pas le plus déterminant.

Que voulez-vous dire ? Sur longue période, il n'y a pas de sous-investissement en France. Par rapport au produit intérieur brut, nous investissons autant, voire plus, que les Allemands ou que les Américains. Le problème porte non sur le volume mais sur la qualité de ces investissements.

La France investit-elle mal ? Elle accumule beaucoup de capital, mais un capital rustique, peu technologique. Les entreprises achètent des machines, mais peu sophistiquées. Elles gardent de vieilles machines-outils pour fabriquer des produits standards. C'est sans doute l'une des explications de la stagnation de ce qu'on appelle la " productivité globale des facteurs ", dont le progrès technique est la composante principale. En France, elle a cessé de croître depuis la fin des années 1990, alors qu'elle a continué à augmenter au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Etats-Unis.

Est-ce inquiétant ? Très inquiétant. Car sans progrès technique ni hausse de la démographie, pas d'expansion économique. La France risque donc de vivre des années encore avec une croissance extrêmement faible.